

In Extenso Audit
Espace Européen de l'Entreprise
5, Allée d'Helsinki
BP 50043 Schiltigheim
67012 Strasbourg Cedex

Tél. : +33 (0)3 90 20 81 00
strasbourg@inextenso.fr

www.inextenso.fr

ASSOCIATION DES COMMERÇANTS DE STRASBOURG ET ENVIRONS – LES VITRINES DE STRASBOURG

1, rue des Dominicains
67000 STRASBOURG

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 mars 2023

In Extenso

ASSOCIATION DES COMMERÇANTS DE STRASBOURG ET ENVIRONS – LES VITRINES DE STRASBOURG

1, rue des Dominicains
67000 STRASBOURG

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 mars 2023

À l'assemblée générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Les Vitrines de Strasbourg relatifs à l'exercice clos le 31/03/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

In Extenso

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er avril 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

L'association comptabilise des dépréciations de ses créances clients selon les modalités décrites dans la note « Créances » de l'annexe.

Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par l'association, décrite dans la note « Créances » de l'annexe, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de cette approche.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité, le rapport financier et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

In Extenso

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le comité de direction.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion.

In Extenso

Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation.

Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Schiltigheim, le 8 septembre 2023

Le commissaire aux comptes

In Extenso Audit



Daniel ALLIMANT

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/03/2023	Net au 31/03/2022
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires	3 960	3 960		
Autres immobilisations incorporelles	27 167	27 167		
Immobilisations corporelles				
Installations techniques, matériels et outillages industriels	7 255	7 255		
Autres immobilisations corporelles	86 881	84 506	2 375	643
Immobilisations financières				
Participations	26 311		26 311	26 311
Autres immobilisations financières	6 452		6 452	6 452
Total I	158 026	122 888	35 138	33 407
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances usagers et comptes rattachés	455 481	118 623	336 858	216 734
Autres créances	154 493		154 493	112 779
Autres postes de l'actif circulant				
Disponibilités	471 286		471 286	632 631
Charges constatées d'avance	15 065		15 065	20 526
Total II	1 096 325	118 623	977 702	982 670
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 254 352	241 512	1 012 840	1 016 076
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

Bilan passif

	31/03/2023	31/03/2022
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Réserves pour projets de l'entité	41 855	41 855
Report à nouveau	51 479	41 710
Excédent ou déficit de l'exercice	168 282	9 769
Situation nette (sous-total)	261 616	93 334
Total I	261 616	93 334
FONDS REPORTES ET DEDIES		
PROVISIONS		
Provisions pour charges	950	61 847
Total III	950	61 847
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	112 258	141 678
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	211 984	232 000
Dettes fiscales et sociales	86 145	151 781
Autres dettes	339 886	283 110
Produits constatés d'avance		52 326
Total IV	750 274	860 895
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 012 840	1 016 076
(1) Dont à plus d'un an (a)	82 622	
Dont à moins d'un an (a)	667 652	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		



Compte de résultat

	Exercice N 31/03/2023	Exercice N-1 31/03/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de biens et de services		
Ventes de prestations de services	416 090	409 447
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	304 886	368 263
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	96 414	26 280
Autres produits	5 006	5 057
Total I	822 396	809 047
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	536 170	508 133
Impôts, taxes et versements assimilés	3 043	3 844
Salaires et traitements	58 889	162 119
Charges sociales	20 295	68 214
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	27 722	1 740
Dotations aux provisions		36 716
Autres charges	2 386	16 033
Total II	648 505	796 799
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	173 891	12 248
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	787	760
Total III	787	760
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	1 012	286
Total IV	1 012	286
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-225	473



Compte de résultat

	Exercice N 31/03/2023	Exercice N-1 31/03/2022
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	173 666	12 721
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	794	
Total V	794	
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	6 178	2 952
Total VI	6 178	2 952
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-5 384	-2 952
Total des produits (I+III+V)	823 977	809 807
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	655 695	800 038
EXCEDENT OU DEFICIT	168 282	9 769

Annexe



Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : COMMERCANTS DE STRASBOURG

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/03/2023, dont le total est de 1 012 840 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 168 282 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/04/2022 au 31/03/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/03/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 99-01 du CRC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, fondations et fonds de dotation.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.



Règles et méthodes comptables

Titres de participations et autres titres immobilisés

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition y compris les frais accessoires.

Un amortissement dérogatoire est alors constaté afin de tenir compte de l'amortissement de ces frais accessoires.

La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

L'association des commerçants déplore le décès de son Directeur Général en date du 16/09/2022.

Son décès a eu un impact considérable, tant sur la vie courante de l'association, qu'au niveau des comptes annuels au 31/03/2023 (reprise de la provision pour engagements retraites le concernant notamment, qui était d'un montant de 60 492 au 31/03/2022).

Indemnités de fin de carrière

L'association a fait le choix d'inscrire au bilan sous forme de provision le montant correspondant à son engagement en matière d'indemnités de fin de carrière.

Au 31/03/2023, cette provision représente un montant de 950 €.



Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Valeur au début d'exercice	Augmentation	Diminution	Valeur en fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	31 127			31 127
Immobilisations incorporelles	31 127			31 127
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	7 255			7 255
- Installations générales, agencements aménagements divers	39 935			39 935
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	44 474	2 472		46 946
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	91 665	2 472		94 136
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	26 311			26 311
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	6 452			6 452
Immobilisations financières	32 763			32 763
ACTIF IMMOBILISE	155 555	2 472		158 026



Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Valeur en début d'exercice	Augmentation	Diminutions	Valeur en fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	31 127			31 127
Immobilisations incorporelles	31 127			31 127
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	7 255			7 255
- Installations générales, agencements aménagements divers	39 631	155		39 785
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	44 135	586		44 721
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	91 021	740		91 761
ACTIF IMMOBILISE	122 148	740		122 888



Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 631 492 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :	6 452		6 452
Autres	6 452		6 452
Créances de l'actif circulant :	625 039	483 167	141 872
Créances Clients et Comptes rattachés	455 481	313 609	141 872
Autres	154 493	154 493	
Charges constatées d'avance	15 065	15 065	
Total	631 492	483 167	148 324

Produits à recevoir

	Montant
Clients factures à établir	2 990
Divers produits à recevoir	20 000
Subvention à recevoir	35 691
Total	58 681



Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Stocks				
Créances et Valeurs mobilières	93 956	26 982	2 314	118 623
Total	93 956	26 982	2 314	118 623
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation		26 982	2 314	
Financières				
Exceptionnelles				

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	41 855	9 769		9 769	41 855
Report à Nouveau	41 710		9 769		51 479
Excédent ou déficit de l'exercice	9 769	-9 769	168 282		168 282
Situation nette	93 334		178 051	9 769	261 616
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	93 334		178 051	9 769	261 616

Notes sur le bilan

Provisions pour risques et charges

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	61 847		60 897		950
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
Total	61 847		60 897		950
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation			60 897		
Financières					
Exceptionnelles					

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 750 274 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an et à 5 ans au plus	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	112 258	29 636	82 622	
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	211 984	211 984		
Dettes fiscales et sociales	86 145	86 145		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	339 886	339 886		
Produits constatés d'avance				
Total	750 274	667 652	82 622	
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice dont :	29 420			
(**) Dont envers Groupe et associés				

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs fact.n/parvenues	41 983
Dettes prov.congés à payer	1 948
Taxes sociales; TA ; FC ; EC	3 286
Charges soc s/congés payés	779
Avoirs à établir	247 052
Divers charges à payer	10 691
Total	305 740

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	15 065		
Total	15 065		

Autres informations

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Annuités restantes au titre des contrats de crédit-vente en cours sur illuminations	34 684
Autres engagements donnés	34 684
Total	34 684